

Le porte-plume des prisonniers

Etats-Unis. Ancien détenu, Paul Wright dirige depuis 1990 la revue *Prison Legal News*, qui défend les droits des prisonniers.

—Público (extraits) Lisbonne

N'importe qui, entrant en prison à 21 ans pour purger une peine de vingt-cinq ans, pense que sa vie est foutue. Mais pas Paul Wright. En 1987, ce soldat américain, qui a tué un trafiquant de drogue à qui il voulait voler son argent, est condamné pour meurtre – quoiqu'il affirme avoir agi en légitime défense. Il découvre alors les conditions de la vie en prison et décide, pour les dénoncer, de créer une lettre d'information qui deviendra par la suite une revue nationale. Pour Paul Wright, c'est dans une prison de l'Etat de Washington que la vie a commencé. "Je me suis lancé dans l'écriture parce que j'ai senti qu'il était important pour ceux qui étaient à l'extérieur de savoir ce qui se passait dans les prisons", explique-t-il. En 1990, il crée avec Ed Mead, un camarade de prison, la lettre d'information *Prison Legal News*. Avec 300 dollars [235 euros]. De quoi faire six numéros de dix pages, publiés à 75 exemplaires. Cinq pages écrites à la main pour chacun. Dehors, on les aide en photocopiant et en distribuant le journal. Ce n'était alors que l'une des nombreuses lettres d'information dans l'univers carcéral des Etats-Unis. Une trentaine en tout, dont six pour la seule Californie. Elles ont peu à peu disparu. En revanche, *Prison Legal News* sort tous les mois depuis vingt-deux ans.

Après avoir été témoin d'un passage à tabac de détenus noirs par des surveillants blancs en 1990, Paul Wright écrit à tous les médias qu'il connaît. Faute de réponse, il décide de publier cette histoire dans *Prison Legal News*. Les exemplaires qui circulent en prison sont censurés – les noms des responsables disparaissent –, mais pas ceux qui sont distribués au-dehors. Les surveillants se vengent alors sur lui. La volée de coups à laquelle il avait assisté n'a suscité aucun article, mais les trois semaines qu'il passe en isolement font la une du *Seattle Times*.

Pendant toute la durée de son incarcération, les repréailles seront fréquentes. "J'ai malgré tout continué à publier, à écrire", se souvient-il aujourd'hui, alors que *Prison Legal News* est devenue une revue nationale, forte de 7 000 abonnés dans tous les Etats du pays et ayant 207 éditions au compteur. La plupart des abonnés sont des détenus. "Notre lectorat a augmenté au même rythme que le nombre de prisonniers dans le pays", souligne-t-il. Les prisons aux Etats-Unis sont un business, affirme-t-il dans l'un des nombreux livres qu'il a publiés, *Prison Profiteers: Who Makes Money from Mass Incarceration* [Les profiteurs des prisons : qui gagne de l'argent grâce à l'incarcération de masse ? Ed. New Press, 2008, non traduit]. De tous les pays, les Etats-Unis sont celui qui compte le plus grand nombre de personnes incarcérées : 2,3 millions. La Chine vient ensuite, avec 1,6 million de prisonniers. Mais la Chine compte quatre fois plus d'habitants que les Etats-Unis.

Aujourd'hui, la revue est "la principale source d'information pour les personnes incarcérées", estime Brett Dignam, avocat et professeure de droit à

l'université Columbia. Au-delà de son travail d'écrivain et de journaliste, Paul Wright s'est quasiment transformé en avocat des détenus. "Des centaines de milliers de prisonniers reçoivent désormais des publications auxquelles ils ne pouvaient pas avoir accès auparavant." *Prison Legal News*, édité par une organisation à but non lucratif, a en effet mené plusieurs batailles juridiques pour que tout type de courrier puisse entrer dans toutes les prisons. Mais dans certains établissements, les détenus ne peuvent encore recevoir que deux choses par courrier : des bibles et des cartes postales. Tout au long de son existence, la revue a été interdite dans plus de dix Etats.

En 1994, Paul Wright découvre que le républicain Jack Metcalf, candidat au Congrès pour la circonscription de Washington qui promet de durcir les sanctions pour les délinquants, a recours pour sa

campagne aux services de télémarketing d'une entreprise pour laquelle travaillent des détenus. Une semaine avant les élections, Paul Wright reçoit un appel de l'un de ces prisonniers qui lui raconte qu'on leur a demandé de poser la question suivante : "Savez-vous que Jack Metcalf soutient la peine de mort mais pas son adversaire ?" *Prison Legal News* évoque alors l'affaire, et d'autres journaux la reprennent. "Il a quand même été élu, déplore Paul Wright. Mais on a montré qu'il avait recours au travail forcé, et c'est devenu un sujet national. Microsoft, par exemple [qui en faisait autant], a abandonné cette pratique."

Quand il a retrouvé la liberté, en 2003, Paul Wright a passé sa première journée à apprendre à utiliser Internet et à envoyer des courriels. Ensuite, il a déménagé dans l'Etat du Vermont, où vivaient

ses deux fils, nés pendant sa détention. Aujourd'hui, ce sont les détenus qui l'aident à faire le journal, qui lui envoient des témoignages et dénoncent les injustices, la plupart du temps en usant d'un pseudonyme. Parce qu'il y a toujours des gens qui meurent en prison.

Ce n'est pas le temps qu'il a passé en prison ni le crime qui l'y avait conduit qui ont fait de lui ce qu'il est. Quand il est entré au centre pénitencier de Clallam Bay, dans l'Etat de Washington, il était un soldat qui avait tué un trafiquant de cocaïne. Aujourd'hui, il dirige l'organisation sans but lucratif qui publie *Prison Legal News*. Le soldat de 21 ans qui a tué sans savoir pourquoi est devenu l'ange gardien de tous les détenus des Etats-Unis.

↓ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

